

LETTRES D'ITALIE¹.



A MONSIEUR LE COMTE GOBLET D'ALVIELLA.

II

MON CHER AMI,

PADOUE, 12 NOVEMBRE. — Je visite le gymnase ; ici, comme dans la plupart des établissements du même genre que j'ai vus en Italie, les bancs sont disposés en amphithéâtre. Cela est excellent. Le professeur voit mieux tous ses élèves, et ceux-ci peuvent beaucoup plus facilement suivre la leçon. Le local est comme presque partout un couvent. Le soir, à un dîner que m'offrent, avec la plus charmante cordialité, les députés et des professeurs de l'Université, on discuta sur l'organisation de l'enseignement moyen en Italie. Voici les conclusions que je recueille de ce que j'ai vu et entendu jusqu'à présent : ici l'enseignement moyen comprend le gymnase avec cinq années, et le lycée avec trois années d'études. Total, huit années. Le gymnase correspond à notre athénée ; il est à la charge des communes. Le lycée qu'entretient l'État répond à peu près à la rhétorique et à nos deux années de philosophie de l'université. Il en résulte qu'en entrant à l'université, on aborde immédiatement le droit, la médecine, les sciences, les lettres et la philologie. Le conseil supérieur de l'enseignement moyen chez nous a toujours préconisé un système semblable. A différentes reprises, il a exprimé le vœu qu'une année fût

¹ *Suite.* Voir la livraison du 15 décembre 1878.

prise aux études universitaires, pour l'ajouter à celles des athénées. De l'avis unanime, nos élèves arrivent à l'université trop jeunes et trop peu préparés; souvent à quinze et seize ans. La suppression de l'examen de gradué, déplorable mesure, augmentera encore le mal. Il s'ensuit que la plupart des cours de la faculté de philosophie ne peuvent être que des répétitions, des leçons de la rhétorique de l'athénée. On ne peut enseigner la philologie et la philosophie de l'histoire à des jeunes gens qui connaissent mal les éléments des langues et les faits historiques. C'est vraiment un supplice, pour des professeurs éminents, de devoir donner un enseignement aussi élémentaire. Il en résulte que les études supérieures ne peuvent se maintenir à leur vrai niveau. Il faut qu'elles s'abaissent jusqu'à celui des élèves qui sont encore des enfants. Premier inconvénient, qui est le plus grave.

Le second est que les jeunes gens, arrivant trop jeunes à l'université, y perdent beaucoup de temps. Ils n'ont pas la maturité nécessaire pour aimer la science et pour s'intéresser aux grandes questions qu'elle soulève. Quand ils travaillent, c'est uniquement pour obtenir le diplôme, et cette habitude prise persiste jusqu'à la fin. A l'athénée, où les heures de classe sont presque doubles de celles de l'université et où les élèves sont obligés de faire des devoirs, la somme de besogne accomplie est trois fois plus grande que celle qui se fait dans nos universités. Les jeunes gens sont soutenus, guidés par les professeurs, comme il convient à cet âge. Les rapports personnels et incessants du maître et des disciples disparaissent à l'université. Quand la maturité y est, rien de mieux. L'originalité, la spontanéité se développent; mais à seize et à dix-sept ans, elles n'existent pas. Il s'ensuit que ces belles années sont gaspillées, et que des habitudes de paresse invétérée se contractent; on entend dire souvent que le niveau intellectuel baisse, que l'enseignement donne de médiocres résultats, que nous ne formons plus des hommes comme il y a trente ans, que la génération de 1830 n'est pas remplacée. Je crois ces plaintes fondées. La jeunesse actuelle,

sauf de rares exceptions, ne lit que des romans, pas d'histoire, pas de poésie, pas même Voltaire ou Rousseau. Le clergé ne doit plus demander qu'on brûle ces deux empoisonneurs des intelligences ! Nos jeunes gens connaissent leurs noms pour l'examen, mais ils se gardent bien d'ouvrir leurs écrits. Zola, à la bonne heure ! L'enseignement moyen chez nous est bon, sauf un défaut grave, que je signalerai tantôt. Mais il n'a pas assez d'années à sa disposition. Le temps manque pour obtenir des fruits sérieux. L'enseignement supérieur est à peu près tout ce qu'il peut être, s'adressant à des enfants. Il n'y a qu'en Belgique où l'on arrive à l'université à seize et à dix-sept ans.

En Allemagne, en France, en Italie, rien de pareil. En Angleterre, à l'université même, le régime du collège continue. Il faudrait donc, d'après moi, pour se rapprocher du système en vigueur dans tous les autres pays, en Allemagne, en France et surtout en Italie, restituer à nos athénées les deux années de philosophie de nos universités, qui appartiennent en réalité à l'enseignement moyen.

Ce serait aussi un avantage incontestable pour les parents. L'ensemble des études, jusqu'au diplôme final, ne durerait pas plus longtemps qu'aujourd'hui. Le fils à l'athénée coûterait moins qu'à l'université. Il resterait plus longtemps dans la famille. Il serait plus longtemps tenu au travail régulier dès devoirs à faire. Il ne serait pas trop tôt livré à lui-même. Il est évident que tous les parents applaudiraient à la réforme. La dépense serait, il est vrai, un peu plus grande pour l'État ; mais, comme elle serait moindre pour les familles, il y aurait compensation.

En résumé, il est admis par tous les hommes compétents que l'enseignement moyen est insuffisant, parce que le temps lui manque, et il n'est pas moins certain que l'enseignement universitaire des premières années ne donne pas les fruits qu'on peut en espérer, parce que les élèves y arrivent trop jeunes et trop peu préparés. Quel est le remède à ce double mal ? Il nous est indiqué par ce qui se fait dans tous les autres pays sans exception. Il faut établir l'examen univer-

sitaire et prolonger le temps des études moyennes, en y faisant entrer la plupart des cours qui se donnent maintenant, à l'université, en philosophie. Les antiquités romaines seraient comprises dans la faculté du droit, comme introduction aux institutes.

Le programme des matières de l'enseignement moyen, en Italie, paraît très-peu étendu, surtout si on le compare à celui de nos athénées si chargé, parce qu'il a fallu faire entrer dans un temps trop limité, toutes les branches qu'imposent, d'une part, la tradition, d'autre part, les besoins actuels. Les Italiens en sont encore à peu près au programme du siècle dernier.

Beaucoup de langues anciennes, un peu d'histoire, de mathématique et de sciences naturelles, moins encore de géographie, et pas de langues modernes, réservées pour les instituts techniques. Dans le gymnase, on n'a que l'histoire grecque et romaine. Au lycée, on aborde l'histoire moderne; mais il n'y a pas d'histoire spéciale en Italie, ce qui est une grande lacune. J'estime que c'est trop peu, surtout avec les huit années dont on dispose; mais, chez nous, il y a trop, évidemment; même avec deux années de plus, il y aurait encore trop de choses à mettre dans la tête des enfants. Cinq ou six langues, cinq ou six grammaires à la fois, latin, grec, français, flamand, anglais ou allemand. Généralement, sauf pour les têtes exceptionnellement bien organisées, il arrive qu'on ne sait convenablement aucune langue. Le but principal des humanités, autrefois, était de bien enseigner la langue maternelle et de former le goût littéraire, au moyen des langues anciennes. Les langues anciennes étaient un moyen, non un but. On nous faisait apprendre par cœur les plus beaux passages de Virgile, ou d'Horace, pour nous imprégner du sentiment exquis des lettres classiques. On ne visait pas à nous expliquer toutes les difficultés de la langue et les arcanes des formes grammaticales. On visait à faire, non un philologue, mais un homme de goût. Le but était souvent atteint. On oubliait, alors comme aujourd'hui, le latin appris au collège; mais il restait le style, le respect et

le culte des belles-lettres. Maintenant, on veut faire des philologues, de douze à dix-sept ans; c'est impossible, on manque le but. Bientôt les connaissances grammaticales s'effacent et de tant d'efforts, de tant d'heures de travail, il ne reste presque rien. En outre, notre programme est encombré, surchargé, accablant, parce qu'à côté des deux langues anciennes qu'on conserve, on veut, outre le français, enseigner le flamand, qui est indispensable dans notre pays bilingue, et une autre langue germanique presque aussi nécessaire. Que faire? A mon avis, il faut sacrifier la langue ancienne, dont l'enseignement ne donne aucun résultat sérieux : le grec. Ici, où les Italiens apprennent le latin si facilement, on ne parvient pas non plus à faire savoir assez de grec, pour en tirer un fruit réel. Chez nous, ce serait déjà un beau résultat, si on parvenait à posséder assez de latin pour se former le goût et le style, et pour se pénétrer quelque peu du génie de l'antiquité. C'est une dérision de prétendre faire apprécier la littérature grecque à un élève qui en reste à se traîner péniblement sur l'explication de quelques fragments et qui n'arrive pas à lire couramment un auteur. Mais revenons à l'Italie actuelle. On y soigne avec raison l'enseignement de la langue maternelle. Je vois dans les instructions du ministre de l'instruction publique Correnti, que l'on fait lire les anciens auteurs italiens, Dante, Boccace, Machiavel et les poètes modernes. Les Italiens conservent généralement le goût des lettres, que nous avons complètement perdu. Lire et aimer des vers est presque un ridicule. Même les jeunes ingénieurs italiens, qui viennent compléter leurs études à l'université de Liège et que j'y rencontre, ont presque tous quelque poète favori qu'ils connaissent par cœur. La pensée est ainsi élevée dans la région de la beauté abstraite; elle n'est pas complètement absorbée par le maniement et la préoccupation des intérêts terrestres.

La circulaire de M. Correnti donne bien la raison de la nécessité d'enseigner la philosophie, même avant l'entrée à l'université.

J'y lis ceci : « A des jeunes gens exercés pendant plusieurs

années, principalement dans l'art de bien écrire, il faut enseigner aussi l'art de bien penser, qui est la base et le complément d'un bon style. La logique peut conduire à ce résultat, surtout si elle se dégage de la scolastique et si elle est toujours « illustrée » d'exemples et d'applications. Le professeur exposera les principes généraux, qui sont la base de la raison et du sens moral. Ces principes ne s'effaceront plus de l'esprit et préserveront la jeunesse de cette tendance à la critique négative, qui est si forte à notre époque. Quand, à l'Université, ils assisteront aux luttes des systèmes et que même ils y prendront part, ils auront au moins comme point d'appui la philosophie positive du consentement universel de l'humanité. » Déjà, au lycée, on tracera à grands traits l'histoire des principaux systèmes philosophiques. Voilà donc le spiritualisme ou, si l'on veut, la philosophie dans ses traits généraux, introduite dans l'enseignement moyen. Cela est absolument indispensable, dans les pays surtout où, comme en Belgique, les exigences inacceptables du clergé ont rendue impossible l'instruction religieuse dans l'école. Cette situation produit, dans nos athénées, une bien grave lacune. Il n'y a point là d'enseignement qui ait pour but d'élever l'âme de la jeunesse à l'idée du devoir et de cultiver le sentiment religieux. C'est là ce que faisait le clergé. Il le faisait mal et dans un mauvais esprit. Je ne pense pas qu'il faille regretter sa retraite. Mais enfin il faudrait le remplacer et on y arriverait en introduisant la philosophie dans la dernière année de l'enseignement moyen, c'est-à-dire du lycée. Ici, le gymnase est séparé du lycée, qui est le prodrome de l'Université. Certaines villes ont des gymnases et n'ont pas de lycées.

En 1871, il y avait 78 lycées avec 3,645 élèves, et 103 gymnases avec 8,277 élèves. Mais, en dehors des établissements de l'État, il y a les écoles moyennes communales, qui comptaient 11,753 élèves, les écoles privées qui en avaient 5,743 et les petits séminaires 10,076. Le total, 42,000, donne une proportion de 15 élèves de l'enseignement moyen par 10,000 habitants, de 9 pour la province des Abruzzes, qui

en ont le moins, et de 25 pour la Ligurie, qui en a le plus. On ne commence le grec et l'histoire que dans la quatrième année du gymnase, c'est-à-dire dans notre seconde.

Voici le résumé du programme du lycée.

Nombre d'heures de leçons par semaine :

CLASSE INFÉRIEURE. — Latin et grec, 3 heures. — Latin, 4 1/2 heures. — Grec, 3 heures. — Mathématiques, 6 heures. — Italien, 6 heures. — Histoire, 4 1/2 heures. — Total, 27 heures par semaine.

2^e CLASSE. — Latin et grec, 4 1/2 heures. — Latin, 1 heure. — Italien, 3 heures. — Mathématique, 3 heures. — Histoire, 3 heures. — Physique, 4 1/2 heures. — Philosophie, 4 1/2 heures. — Histoire naturelle, 2 heures. — Total, 25 heures par semaine.

CLASSE SUPÉRIEURE. — Latin et grec, 3 heures. — Latin, 1 heure. — Italien, 3 heures. — Mathématiques, 3 heures. Histoire naturelle, 3 heures. — Physique, 4 1/2 heures. — Histoire, 3 heures. — Philosophie, 4 1/2 heures. — Total, 25 heures par semaine.

Après chaque année d'études, l'élève subit un examen de promotion; puis, à la fin, un examen de « licence gymnasiale » (*Licenza ginnasiale*).

Ce dernier examen se fait avec quelque solennité, devant une commission de quatre professeurs et un président. Il est écrit et oral, et porte sur toutes les matières enseignées. La taxe est de 30 francs. Les élèves de l'enseignement libre se présentent devant la commission du gymnase de l'État. A la fin des études du lycée, nouvel examen pour obtenir la licence lycéale (*Licenza liceale*). Pour s'y présenter, il faut apporter le diplôme de licence gymnasiale, obtenu au moins trois ans auparavant. L'examen est écrit et oral, et porte aussi sur toutes les matières enseignées. Il se passe devant une commission composée de professeurs du lycée. La taxe est de 75 francs. On n'est admis aux études universitaires qu'en présentant un diplôme de licence lycéale. On voit qu'ici on ne peut entrer à l'Université que très-bien préparé, car ces examens sont sérieux et ils exigent qu'on revoie

toutes les matières. Chez nous, sous prétexte de liberté, il faut laisser entrer les jeunes gens même les moins capables de suivre les cours. Ajoutez à cela la concurrence inévitable, imposée, des universités libres et des universités de l'État; comment le niveau des études ne s'abaisserait-il pas?

13 novembre. — Je visite la Banque populaire de Padoue, qui est un modèle sous tous les rapports. Elle est logée dans un beau palais, comme tous les établissements ici. L'aristocratie et le clergé ont tant bâti au XIX^e siècle! Elle compte 3,622 actionnaires pour 18,274 actions. Le fonds versé est de 905,063 francs et la réserve de 275,000 francs. L'action de 50 francs est cotée 64. Elle a fait, en 1877, pour 55 millions d'affaires. En examinant la qualité des actionnaires, je vois qu'il y a parmi eux beaucoup d'employés et de petits agriculteurs, et même des curés des paroisses rurales. C'est qu'en Italie le bas clergé n'est pas, comme en France et en Belgique, rétribué sur le budget. A chaque cure est attaché un fonds de terre, une *tenuta*, une petite exploitation que le curé fait valoir comme il l'entend. Parfois, il la loue en tout ou en partie. Plus souvent, il la cultive lui-même, et alors, comme tout autre agriculteur, il a souvent besoin du crédit. C'est le bénéfice ancien. C'est ainsi que sont entretenus, en Suède, les soldats et les officiers de l'*Indelta*. Dans les villages de l'Inde, comme dans ceux de la Germanie, là où les formes primitives de la propriété existent, il y a des fonds de terre qui sont destinés à rétribuer les industries indispensables à l'agriculteur. On trouve le champ du charron, le champ du forgeron, le champ du potier. Ici, il y a le champ du curé. Une loi est déposée en Italie pour changer cet état de choses. On veut que l'État prenne possession des biens de la cure et rétribue le clergé sur le budget, comme en France et chez nous. C'est une mesure détestable au point de vue libéral, et cependant ce sont les adversaires les plus décidés du clergé qui la soutiennent. C'est le meilleur moyen de faire un clergé antinational et dévoué complètement au pape.

Déjà Tocqueville, dans son admirable livre, *la Révolution et l'ancien régime*, montre qu'un clergé attaché à la terre et

propriétaire, ne pourra pas séparer complètement son intérêt de celui de l'État. Coupez ce lien, vous en faites un moine; il n'a plus qu'une patrie, Rome.

C'est à ce point de vue que Cavour a toujours combattu l'incamération des biens, non des couvents, mais du clergé séculier, ce qui est tout autre chose. « A ses yeux, nous dit M. Artom (*préface à l'Œuvre parlementaire de Cavour*), il est désirable que le clergé soit relié à la société par les intérêts les plus nombreux possible et la propriété est l'un des meilleurs moyens de rattacher le prêtre aux institutions de la patrie. »

Voici un extrait d'un discours de Cavour à ce sujet :
 « L'incamération s'est accomplie sur une immense échelle dans quelques pays de l'Europe. En France, le clergé, avant la Révolution, était aussi riche qu'en Espagne. Qu'arrivait-il? Je respecte beaucoup le clergé français et je reconnais qu'il est plus moral et plus zélé que celui d'autrefois; mais personne ne niera qu'il ne soit beaucoup moins national, beaucoup moins libéral que ne l'était le clergé de l'ancien régime. Celui-ci était animé d'un esprit d'indépendance à l'égard de Rome, et d'un certain attachement aux maximes nationales; il avait des instincts de liberté. Tout est changé aujourd'hui. Tous les faits démontrent que le clergé de France est infiniment plus ultramontain que notre clergé italien. »

Tout le monde m'affirme ici que le clergé est en effet, comme le dit Cavour, beaucoup moins romain et moins fanatique que le nôtre. J'en entrevois plusieurs motifs, mais le principal qui me frappe en ce moment est celui-là. Le clergé est propriétaire, ou du moins le curé a la jouissance d'une propriété. Il est ainsi engagé dans tous les détails d'une ferme à exploiter. Il désire bien vendre son blé, son vin, son huile. Il s'occupe de la culture de son *podere*. Il s'entretient avec les autres cultivateurs des prix, du marché et des débouchés.

Pour bien vendre, il faut que le pays soit prospère. Donc, il ne voudra pas y provoquer de crise. Rien de pareil pour

le curé rétribué sur le budget, son sort est assuré. Il touche son trimestre, quoi qu'il arrive. De ce côté, il n'a aucun souci. Le soir, au coin du feu, la nuit dans ses veilles, à quoi pensera-t-il? Comme le curé italien, à bien engraisser son veau ou à fumer son champ? Non pas; mais à la grandeur de l'Église, sa seule patrie. Comment pourra-t-il y contribuer? Qu'aura-t-il à faire pour augmenter son influence? Voyez ce qu'est devenu le curé belge et plus encore son vicaire! Un soldat de Rome et un agent électoral. Rien de plus naturel. On lui a été tout intérêt national et on lui a ouvert toute large la porte des comices. Si l'Église est respectée, puissante, le prêtre qui la représente sera le vrai seigneur du village, celui devant qui tous s'inclineront. S'il parvient à faire arriver au pouvoir un ministère clérical, alors il est tout-puissant. Vous le voyez dans les rues, dans les stations, s'avancer majestueusement, la tête haute, le regard assuré, attendant le salut que personne ne lui refuse. Il est le distributeur des faveurs ministérielles. Ses amis désirent-ils une place, il se rend à Bruxelles; il est reçu à l'instant par le ministre, qui ne peut rien lui refuser. Il a bien plus d'autorité et de pouvoir que sous l'ancien régime, incomparablement. Ici, les prêtres que je rencontre sont pauvres, humbles, craintifs.

Pourtant, on les attaque bien moins que chez nous; mais ils n'ont pas la conscience de leur force. Un clergé dont le sort est assuré, sans qu'il ait à s'en occuper, sera certainement bien moins national et plus romain que celui qui vivra des produits d'une propriété. Le premier vivra plus que le second de la vie spirituelle, c'est-à-dire de la vie universelle de Rome.

L'exemple de la France et surtout de la Belgique est convaincant. Nos amis les libéraux italiens, en poussant à l'incamération des biens des curés, commettent une faute énorme. Ils croient porter un coup à l'influence du prêtre, c'est le contraire. Ils préparent la voie à un clergé détaché des intérêts fonciers et agricoles, qui s'élèvera ainsi au-dessus du paysan et qui, en lui inspirant plus de respect, deviendra son guide et son maître. ✕

Les cléricaux, s'ils voient clair, pousseront à l'*incamération*, afin d'avoir un clergé vivant uniquement du budget, comme le soldat, et libre ainsi de ne s'occuper que de sa mission spirituelle et de la propagande ultramontaine.

Je me suis bien écarté des banques populaires, mais j'y reviendrai plus tard, quand aura eu lieu, à Padoue, le « Congrès des banques populaires. » On espère y voir MM. Léon d'Andrimont et Micha.

CONVERSATION AVEC M. LUZZATTI. — « Vous, lui dis-je, qui êtes le grand négociateur des traités de commerce de l'Italie, vous voulez y développer l'industrie. Vous vous défendez d'être protectionniste, et vous n'avez pas tort. Les maîtres de la science économique, Smith et Mill, admettent qu'un pays peut frapper d'une taxe de protection, pendant un certain temps, des produits manufacturés étrangers qu'il peut produire lui-même. Ce sont alors vraiment des industries naturelles. Voilà ce que vous voulez faire chez vous, mais prenez garde. Vous créez ainsi des intérêts protectionnistes qui, coalisés plus tard, seront vos maîtres. Vous serez entraîné à une guerre de tarifs avec les autres nations. L'Italie, ayant à résoudre ce difficile problème de la suppression définitive du pouvoir temporel, doit au contraire tout faire pour conserver les sympathies générales qui lui sont acquises aujourd'hui. Évitez donc de leur fermer vos portes. Multipliez plutôt les liens qui vous rattachent à elles.

X « D'ailleurs, est-ce un si considérable bonheur pour un pays d'avoir une grande industrie? Voyez que de souffrances cause en ce moment la crise industrielle. Des milliers et des milliers d'ouvriers sans ouvrage, la guerre incessante du travailleur et des capitalistes, les faillites, les ruines de toute sorte, la gêne, la misère, qui se répand dans toutes les classes de la société, et tout cela résultant de causes générales, agissant comme des phénomènes physiques et échappant ainsi à l'action des hommes. Ces crises sont périodiques, et elles deviennent de plus en plus graves, parce que la lutte pour l'existence, le *struggle for life*, embrasse aujourd'hui le monde entier.

« Heureux les pays agricoles : *Fortunatos nimium si sua bona novent, agricolæ*. Ils vivent de leurs produits, ils ne dépendent de personne. Ils sont moins riches peut-être; mais ils ont moins de désirs, moins de déceptions, moins de souffrances. Quand vous aurez parqué dans des usines, et asservi à l'uniforme labeur de la machine vos populations, qui vivent aujourd'hui en plein air, sous votre beau soleil, croyez-vous que vous aurez rendu un grand service à votre pays?

— Il est trop tard, répond Luzzatti, pour nous chanter ces bucoliques. Les églogues virgiliennes ne sont plus de saison chez nous. Nous sommes un peuple moderne. Nous avons une grosse dette, une forte armée, et notre unité à consolider par de grands travaux publics. De là, de grands besoins d'argent et des impôts accablants. Nécessairement, nous devons produire davantage. Notre soie va à Lyon se transformer en étoffes que nos dames achètent à haut prix. Pourquoi ne les fabriquerions-nous pas nous-mêmes? Le coton, qui vient de l'Égypte, c'est-à-dire de nos portes, va se faire tisser à Manchester et nous revient, après avoir franchi deux fois l'Océan. Pourquoi ne pas le filer et le tisser nous-mêmes. Il en est de même pour la laine qui vient d'Australie, et que nous achetions en Belgique sous forme de draps. Déjà nous commençons à faire nos draps nous-mêmes à Biella et dans les fabriques de notre grand manufacturier, M. Rossi. Nous arriverons à fabriquer aussi bien et aussi bon marché que les autres.

— N'oubliez pas, repris-je, qu'il vous manque le moteur économique, la houille. Or, la machine remplace l'homme, et ainsi on peut produire à bas prix, malgré une main-d'œuvre très-chère. Voyez ce que fait en ce moment l'Amérique. La nature a fait de l'Italie un pays agricole. Combien le capital est nécessaire pour améliorer l'agriculture, surtout dans le Midi, qui est à transformer! Ne détournez pas artificiellement votre pays de la voie que les conditions naturelles lui indiquent.

— Le protectionnisme en Italie n'est guère défendu théoriquement, mais il a pour lui, d'une part, les besoins insa-

tibles du fisc; d'autre part, les intérêts coalisés des fabricants, qui ne sont pas tenus en échec par la propagande des exportateurs et des commerçants.

Il est certain qu'un pays si évidemment créé et dessiné géographiquement pour faire le commerce et pour servir d'intermédiaire entre l'Europe, l'Asie et l'Afrique, doit être acquis au libre échange. »

DE PADOUE A VENISE, 14 NOVEMBRE. — La terre noire et meuble est admirablement cultivée, souvent à la bêche. Mais la campagne présente un aspect très-uniforme. Les champs sont tous coupés de lignes d'arbres plantés à 10 ou 12 mètres de distance : Ormes ou mûriers, traités en « têtards, » auxquels montent les vignes qui sont conduites en guirlandes d'un tronc à l'autre. La terre est partout labourée, prête à être semée. Il y a cependant quelques champs de navets. Il me semble qu'au moyen des racines en seconde récolte, on pourrait obtenir un plus grand produit de l'étable et, par conséquent, mieux encore engraisser la terre, puisqu'on aurait plus d'animaux et plus de fumiers. Le navet en seconde récolte est une source de richesse pour le cultivateur flamand. Ici, à l'automne, et jusque vers le 15 décembre, cette plante grossirait et donnerait plus de produit qu'en Belgique.

Le bois des ormeaux, qu'on taille fréquemment pour les empêcher de donner trop d'ombre, sert de combustible. Le mûrier livre des feuilles pour le ver à soie. On est parvenu à échapper à la maladie qui tuait le ver à soie, en faisant venir des graines du Japon. Mais un autre danger menace cette industrie; c'est la concurrence de la soie grège de la Chine et du Japon.

Cette concurrence est déjà telle, qu'elle a fait baisser les prix d'un tiers, perte énorme pour l'Italie et surtout pour la Lombardie. Et ce n'est peut-être qu'un commencement. Économiquement, l'Europe est menacée à la fois par l'Amérique et par l'Asie; par l'Amérique, à cause de l'abondance des richesses naturelles; par l'Asie, à cause du bon marché de la main-d'œuvre. Le Yankee et le Chinois, voilà les maîtres futurs du monde économique.

En Lombardie, dans la Vénétie, en Toscane, dans l'Émilie, le système de culture est presque le même en principe. On produit à la fois les céréales — blé et maïs — et le vin sur le même champ. Les racines des arbres et l'ombrage de leurs rameaux nuisent évidemment au rendement du froment qui est moindre qu'en Belgique. Certains agronomes prétendent qu'il y aurait avantage à séparer les cultures : ici le vin, là le blé. Le fait est que le vin récolté sur les vignes « en festons » n'a pas le tanin et le bouquet des vins de France. Il ne se conserve pas bien et il ne s'exporte que pour les coupages.

16 NOVEMBRE. — Venise, même à cette saison, Venise est une merveille. C'est la seule ville à laquelle aucune autre ne ressemble. La mer, grossie par le vent qui la refoule, s'engage rapidement dans les canaux et déborde sur la place Saint-Marc. Elle est transparente, pure et du plus beau vert, au lieu d'être jaunâtre et stagnante comme l'été. Les gondoles filent comme des oiseaux suspendus dans un élément azuré. L'eau claire, vive, joyeuse, baigne et reflète les vieux palais sombres. C'est comme un souffle de jeunesse dans la vieille cité. Je revois avec un vrai plaisir Saint-Marc, le palais des Doges, la Place et le Grand Canal. Les souvenirs de Byron, de Musset, de George Sand, me reviennent à l'esprit : *les maîtres mosaïstes, l'Orco, Leone Leoni*, charmants récits, pleins de poésie et d'enthousiasme. Lit-on encore ces livres aujourd'hui ? Combien de temps dure maintenant le souvenir d'un auteur qui semblait devoir être immortel ?

Saint-Marc est la seule église d'Italie qui me laisse une impression complète et sans mélange. L'intérieur du dôme de Milan est aussi très-beau, mais l'extérieur est trop chargé et pas d'un goût pur ; on dirait une cathédrale en albâtre ou en sucrerie. Saint-Pierre de Rome est écrasant de grandeur, mais gâté par la profusion des ornements. La façade est manquée. Les églises d'Orvieto et de Sienne sont des bijoux, mais ne réveillent pas le sentiment religieux. Le Panthéon seul est un monument vraiment parfait, mais c'est un temple païen et non une église.

A Venise, la vie est charmante ; après une promenade en

gondole, qui vous fait voir les grands aspects ; rien n'est plus amusant que de flâner dans les petites rues, de franchir ces innombrables ponts et de rencontrer partout un motif d'architecture, un coin pittoresque d'une vieille mesure, une scène de mœurs. La race est ravissante. Souvent des cheveux blonds et la carnation éblouissante, mais même avec les cheveux noirs, jamais rien de lourd et de trop charnel ; le nez fin ; les yeux grands et doux ; le galbe oval. Au fond on retrouve la marque du type slave qu'ont apporté ici les Venètes. J'ai rencontré ce même mélange charmant du sang slave et italien de l'autre côté de l'Adriatique, à Capo d'Istria. Un dimanche, après-midi, une musique venue de Trieste, y avait rassemblé toute la population sur la Place, qui ressemblait en très-petit à celle de Venise. Le lion de Saint-Marc étalait ses ailes ouvertes sur la façade du palais municipal. Presque toutes les femmes étaient jolies, quelques-unes étaient incomparables ; nulle part la race ne m'a paru aussi ravissante.

Le port de Venise reprend un peu d'animation. Les grands steamers de la Compagnie péninsulaire anglaise des Indes s'y arrêtent en partant et en revenant. Les marchandises arrivent d'Allemagne et de Suisse ou y sont envoyées d'ici par chemin de fer ; c'est le débouché sur la mer de la ligne du Brenner. Les voyageurs et les petits colis sont débarqués à Brindisi. Les produits encombrants vont jusqu'à Venise. L'activité commerciale s'est développée ; cependant les Vénitiens se plaignent ; ils espéraient voir plus vite revenir les beaux jours d'autrefois. Il faut un temps très-long pour donner au commerce une direction nouvelle. Nous voyons un exemple curieux de ce fait chez nous. On a créé à Flessingue des docks, des ports, des installations magnifiques reliées directement à l'Allemagne par une voie ferrée. On espérait détourner d'Anvers une partie du trafic. Guidé par cet espoir, on avait acheté des terrains à Flessingue, espérant les revendre avec grand bénéfice. Ces espérances ne se sont pas réalisées. Le commerce ne se détourne pas du tout d'Anvers. Les hommes déterminent les voies commerciales plus que la nature.

Venise même paraît plus prospère. Beaucoup de palais sont restaurés. On voit bien moins qu'autrefois de maisons délaissées et tombant en ruine. Les boutiques sont plus belles, mieux fournies; les façades mieux entretenues. La misère est grande cependant. On compte 36,000 pauvres inscrits sur 130,000 habitants. A Bruges, dans notre Venise du Nord, il y en a bien davantage; 22,000, je crois, sur 48,000 habitants; mais le bureau de bienfaisance est si riche! A Venise, la population augmente lentement. En 1867, elle était de 120,000 âmes. Depuis lors, elle s'est accrue de 10,000. C'est évidemment un signe de prospérité relative. Cela prouve au moins que le déclin est arrêté.

Je suis reçu ici par M. Castelnuovo, l'un des romanciers les plus goûtés de l'Italie, et par M. Politeo, qui est professeur de philosophie à la fois au lycée de Venise et à l'université de Padoue; mais il optera probablement pour Padoue.

M. Politeo est un des hommes les plus distingués que j'aie rencontrés. C'est un spiritualiste, un platonicien de la grande école. Il voit toutes choses de haut. Il n'est pas apprécié à sa valeur en Italie, parce qu'il a peu publié dans un pays où l'on publie beaucoup. Et il n'écrit guère, parce qu'il ne parvient pas à rendre sa pensée comme il le désire. Il vise à une perfection qu'il ne peut atteindre. Par l'élévation des idées, il me rappelle ce grand esprit et ce grand cœur, Gustave Callier, qui, lui aussi, n'a presque rien écrit et pour la même raison. Jamais il n'était content de son travail. Il est vrai qu'il a laissé mieux que des écrits, des œuvres : ses écoles et des fils qui font honneur à son nom. M. Politeo partage nos idées sur la nécessité d'une réforme religieuse. Il connaît nos travaux. Il me parle de *Partie perdue* et de votre article *Autel contre autel*. On est très-heureux de retrouver ainsi, à l'étranger, l'écho ou la confirmation de ses convictions. Seulement, M. Politeo qui, né en Dalmatie, a du sang slave dans les veines, est animé d'une chaleur mystique qui nous manque.

Nous causons de la situation de l'Italie. Ainsi que je vous l'ai dit, dès mon arrivée au delà des Alpes, j'ai trouvé tout le

monde inquiet, tourmenté de craintes vagues, voyant l'avenir très en noir. J'en avais été très-frappé, rien ne m'y ayant préparé. « Ce qui m'inquiète pour mon pays, me dit M. Politeo, c'est que le sentiment religieux disparaît peu à peu de toutes les classes de la société en laissant un vide complet. En Belgique, en Allemagne, la foi subsiste dans une grande partie de la population. C'est peut-être une cause d'embarras dans les luttes politiques, mais c'est une garantie de moralité et de conservation. L'Angleterre est toujours le premier peuple du monde, parce que c'est celui où le sentiment religieux a conservé le plus d'empire. De là, ce sentiment du devoir, cette horreur du mensonge, ce respect du droit qui frappent chez l'Anglais. En Italie, l'indifférence est générale. Chez la bourgeoisie et même chez l'aristocratie, l'idée religieuse est morte. Chez le peuple des villes, elle trouve plutôt de l'hostilité, et dans les campagnes, elle ne survit que dans quelques pratiques sans influence sur la conduite journalière. Le clergé même n'a plus d'idéal. Je n'oserais dire qu'il doute, tant il réfléchit peu aux questions religieuses; mais il n'a nul enthousiasme pour sa foi. Le fanatisme est du moins une preuve de force pour l'âme et de vie spirituelle. Ici vous ne rencontrerez pas un fanatique. Le curé dit la messe par habitude, il s'occupe de ses petits intérêts et songe peu à reconquérir le pouvoir pour l'Église ou pour le pape. De même, la prêtresphobie, la haine du clérical, si ardente de l'autre côté des Alpes, existe à peine chez nous. Qui songe à lutter contre qui n'attaque personne et ne résiste à rien? De ce manque général de fortes croyances, résulte un affaissement des caractères, un abaissement du niveau moral, qui rend tout possible. Nous pouvons continuer à vivre très-longtemps ainsi, dans ce calme apparent; mais aussi, par suite d'une sorte de décomposition lente et invisible, nous pouvons assister à un écroulement subit.

— Votre esquisse peut être vraie, lui dis-je, mais vous la peignez trop en noir, j'imagine. Le problème se pose partout dans les mêmes termes. Nous sommes dans une époque de transition. Les formes des cultes existants semblent ne plus

répondre aux besoins de notre temps, et l'humanité paraît incapable d'en produire de nouvelles. Seulement, cela est plus frappant, il est vrai, dans les pays catholiques que dans les pays protestants. M. de Broglie a écrit un jour à ce sujet un mot effrayant en parlant de catholicisme : La même chose, et quelle chose ! est à la fois indispensable et impossible. Un peuple peut-il vivre sans religion ? voilà le grand inconnu qui s'ouvre devant nous. Les croyances religieuses sont partout ébranlées. Sans elles, peut-il y avoir une moralité vivante, efficace ? et sans moralité, que deviendront les relations humaines, la vie privée et publique, la liberté et l'ordre ?

— Sans doute, reprit M. Politeo, partout la question se pose. A mon avis, c'est le christianisme réformé et ramené à ses origines qui seul peut nous apporter le salut. Mais, en Italie, ce qui m'épouvante, c'est le marasme du néant absolu en fait de religion. Chez vous, en France, en Allemagne, il y a lutte, il y a vie. Ici, point ; le sentiment religieux manque également chez le clergé et chez ses adversaires. Il n'y a donc ni attaque, ni défense. Demandez à nos libéraux ce qu'ils pensent de la question religieuse. Ils vous répondront qu'elle n'existe pas en Italie. Cela est vrai en grande partie, et voilà précisément le mal. Le jour où le clergé songera à reprendre son empire, les résistances seront bien faibles. La disparition complète de la foi perdra l'Italie, ou son réveil l'asservira à Rome. »

CONVERSATION AVEC LE DÉPUTÉ FAMBRI. — C'est un des meilleurs orateurs du Parlement. Lui aussi voit les choses en noir, mais à un autre point de vue que M. Politeo. « Sauf dans le Midi, dit-il, les classes dangereuses ne sont pas très-nombreuses en Italie ; mais elles sont actives, remuantes, audacieuses, tandis que les conservateurs sont inertes, craintifs, et se laissent intimider par la menace. Une petite minorité, en cas de trouble, peut dominer la majorité et l'écraser. Il y a, il est vrai, l'armée, qui est excellente. Elle est jusqu'à présent animée d'un bon esprit ; mais les démagogues cherchent à y acquérir de l'influence. Le sergent est

très-mal payé et il jouit de beaucoup de liberté. Dans les cafés, les meneurs lui payent à boire et s'emparent de son esprit. Les *circoli Barsanti*, qu'on a tolérés, sont une excitation directe à la révolte. Si jamais ce mauvais esprit devait pénétrer dans notre armée, nous serions exposés aux plus terribles aventures. »

Voici ce que sont ces *circoli Barsanti* dont il est sans cesse question dans les journaux. Il y a cinq ou six ans, une petite révolte éclata à Pavie, à laquelle prirent part quelques soldats. Un officier fut tué; le sergent Barsanti fut déclaré coupable du crime et fusillé. On prétendit que Barsanti avait été condamné à tort et qu'il n'était pas présent dans la caserne où l'officier avait été tué. De là, une protestation que les meneurs de la démagogie ont organisée pour s'emparer de l'esprit des soldats et des sous-officiers. De divers côtés, et surtout en Romagne, on fonda des cercles Barsanti qui, en réalité, étaient des associations républicaines et démagogiques. Le ministère devait-il tolérer l'existence de ces *circoli Barsanti*, dont le nom était manifestement la glorification de l'assassinat et de la révolte dans l'armée? D'après la droite, évidemment, non. Il aurait dû les dissoudre en vertu du pouvoir discrétionnaire que la Constitution a laissé au gouvernement. Les ministres Cairoli et Zanardelli prétendent, au contraire, que, comme en Belgique, le droit d'association n'admet pas de mesures préventives, et que ce sont les tribunaux qui doivent appliquer la loi pénale, s'il y a lieu. C'est le grand débat en ce moment. Les journaux en sont remplis. C'est sur ce terrain que se livrera la bataille parlementaire, qui décidera du sort du ministère.

Ce que m'a dit le député Fambri donne à réfléchir. Les éléments de désordre augmentent si rapidement dans nos sociétés profondément troublées, qu'il faut bien compter sur l'armée, pour en comprimer l'explosion. Mais qu'arrivera-t-il si l'armée elle-même est envahie par les doctrines subversives? Dans les pays méridionaux, ce danger est plus à craindre que dans le Nord. Les idées se répandent bien plus vite. Elle passent de l'un à l'autre par la parole vive et

ardente. Dans les pays où l'on boit de la bière, une parole s'échange toutes les dix minutes et il faut des années pour qu'une idée mûrisse. Ici, c'est toujours la vie du Forum ; la fermentation se communique de proche en proche, comme l'étincelle électrique.

18 NOVEMBRE. — L'ATTENTAT. — La nuit dernière, nous entendons des cris, des chants, des musiques et un déchaînement de cloches, dont je n'avais nulle idée. Nous sommes logés sur le grand canal, entre l'église de San-Mosé et Santa-Maria della Salute ; les cloches sonnent à toute volée ; il semble que nous soyons dans leur bouche même, tant elles nous brisent le tympan ; nous supposons que c'est la fête de la paroisse. Le lendemain, nous apprenons la nouvelle de l'attentat. Elle est arrivée à Venise, à dix heures et demie du soir, et aussitôt on est sorti des théâtres et des cafés, et des démonstrations se sont organisées et ont duré toute la nuit. La ville présente un aspect curieux. Toutes les boutiques sont fermées. Tout le monde est dans la rue. Les maisons sont pavoisées. Partout des inscriptions, *Viva il rè Umberto* ; musique sur la place Saint-Marc ; *Te Deum* chanté par le patriarche, qui prononce un discours très-patriotique dans l'église Saint-Marc. L'assistance applaudit comme dans un « meeting ». C'est une explosion de « loyalisme » unanime et vraiment enthousiaste.

Cet attentat, suivant de près ceux de Hödel, de Nobiling et de Moncasi, est un symptôme grave, parce que les souverains que les régicides veulent frapper sont extrêmement populaires et que, d'ailleurs, le crime serait sans résultat. Ce n'est pas le roi que l'on veut atteindre, c'est l'institution, la royauté, et non la royauté comme institution politique, mais comme symbole de l'inégalité sociale. Voilà le point qui donne à réfléchir pour l'avenir de l'Europe. Les souffrances sont cruelles. La concurrence et les crises dans l'industrie et dans l'agriculture, le prélèvement exagéré de la rente réduisent les travailleurs au minimum de ce qu'il faut pour vivre. Puis arrive le fisc, avec ses impôts écrasants pour l'armée et pour la dette, qui réduit encore ce minimum, de sorte qu'il

devient insuffisant. De là, la misère. La misère, en effet, est effroyable, dans toute l'Europe; en Italie plus encore peut-être que partout ailleurs, sauf en Russie. Autrefois le peuple se résignait à ces souffrances. Plus elles étaient extrêmes, plus elles l'abattaient. Aujourd'hui, les idées sociales, sous une forme ou sous une autre, pénètrent partout et créent ainsi un fonds d'irritation sourde et profonde. Cette irritation concentrée, exaspérée, dans la tête d'un fou ou d'un monstre, aboutit au régicide, en temps calme, — comme, en cas de révolution, elle livrerait nos cités au pétrole. Ces attentats sont comme des événements de flammes qui jaillissent parfois de la lave, qui court brûlante sous la surface paisible de notre ordre social. On ne croit pas ici que le crime de Passanante soit le résultat d'une conjuration internationale. Les socialistes systématiques, sur le type de l'Allemagne, ne sont pas nombreux en Italie, me dit-on; mais on y trouve, à tous les degrés de l'échelle sociale, des hommes de désordre que le souffle des idées socialistes atteint et agite.

M. Peruzzi m'a donné une lettre pour la comtesse Marcello, qui a, dit-on, le salon le plus agréable de Venise, et je puis me faire ainsi une légère idée des relations sociales. La famille Marcello compte plusieurs doges qui ont des tombeaux intéressants du xiv^e et du xv^e siècle, dans les églises des Frari et des SS. Jean et Paul. L'un de ces tombeaux a été fait aux frais de la république, en récompense d'une action d'éclat qui rappelle la mort de Nelson. Dans un combat naval contre les Turcs, Marcello est frappé à mort : il donne l'ordre de le porter dans son armure au plus fort de la mêlée, et les Turcs sont vaincus. — Dona Andriana est veuve. Mère de six enfants, elle est encore une des beautés de Venise. Outre les langues modernes, elle connaît bien les langues anciennes; elle s'intéresse à toutes les sciences, surtout aux sciences sociales; on lui doit, à elle et au député Fambri, le réveil d'une industrie célèbre de l'ancienne république, les dentelles au fameux point de Venise. Dans l'île de Burano, une vieille femme en avait conservé le secret. On lui donna des élèves, on forma des maîtresses, et aujourd'hui

on fait des dentelles splendides, qui valent jusqu'à 2,000 francs le mètre. Celles-ci sont faites à la main. On en fait aussi au carreau. Elles ont obtenu un grand prix à l'Exposition de Paris, et il s'en est vendu pour une centaine de mille francs. A Burano, l'industrie du verre de Venise a pris aussi un nouvel essor. C'est ainsi, par le travail, qu'on combattra la misère.

L'existence moderne même la plus luxueuse est perdue dans les vastes appartements des anciens palais. Dona Andriana n'occupe que le troisième étage du sien. Les autres sont consacrés à la bibliothèque. Elle reçoit dans une grande galerie peinte à fresque. Un piano à queue, des meubles de prix, des sofas entourés de fauteuils, forment autant de centres pour la conversation. A côté, des salons plus petits, encombrés d'objets d'art, les murs couverts de tableaux, des portraits de doges et de membres du Conseil des dix ; les élégances de l'ancienne Venise se mêlant aux raffinements de la vie moderne. M^{me} Marcello aime à réunir chez elle les savants, les littérateurs, les hommes distingués à divers titres, qui habitent Venise. Ils s'y rencontrent avec les représentants de ces familles dogales, dont les noms sont connus de toute l'Europe, par les palais qu'ils ont bâtis et par leurs hauts faits qui forment l'histoire de la république. Dona Andriana tient à ce que ses fils soient utiles à leur pays. L'aîné est marin, un autre se destine à l'armée, un troisième a de merveilleuses dispositions pour le dessin et elle ne s'oppose pas à ce qu'il devienne artiste. — Deux faits m'ont frappé depuis le peu de temps que je suis en Italie. C'est que tout le monde parle et s'occupe de la question sociale et, en second lieu, que les hautes classes, au lieu de se retrancher dans une oisiveté qui est comme le privilège de la caste, prennent une part active à la vie politique et à la direction des intérêts publics de toute nature. Cela me rappelle l'Angleterre.

C'est une grande lacune quand dans un pays les familles qui, par leur richesse et leur autorité héréditaire, pourraient rendre de si grands services, en sont incapables par ignorance, désœuvrement, morgue et indifférence. En Italie,

L'aristocratie a toujours protégé les arts, la science et les lettres et elle a pris une large part à leur développement. Je crois voir qu'il en est encore ainsi aujourd'hui.

Je visite ici une institution bien curieuse, due précisément à la bienfaisance intelligente d'un patricien vénitien : c'est l'institut Guerini-Stampalia. Le nom de Stampalia vient d'une île de l'Archipel, qu'un Guerini avait conquise autrefois sur les Turcs. Un Guerini, mort il y a peu d'années, a laissé son palais, sa bibliothèque, ses tableaux et sa fortune, donnant environ 40,000 à 50,000 francs de revenus pour favoriser le progrès des études. On en a fait une bibliothèque publique, avec salles de lecture ouvertes même le soir. On y trouve les journaux et toutes les principales revues italiennes et étrangères; on peut venir y travailler à l'aise, un bibliothécaire très-savant est prêt à vous aider dans vos recherches. Plus tard, quand les frais d'établissement auront été couverts, on donnera des cours et des conférences. Il y a des salons particuliers pour les dames; j'en vois plusieurs dans la salle de lecture. L'évêque Velbrück a fondé la Société de l'Émulation à Liège, mais sans lui laisser de revenus. C'est le seul exemple de ce genre que je connaisse en Belgique. Il est étrange que cette idée soit si rare chez nous. Que de célibataires passent leur vie à faire des collections, lesquelles se dispersent à leur mort, vendues au profit d'héritiers éloignés! Pourquoi personne ne songe-t-il à laisser ses biens pour doter une chaire d'enseignement supérieur ou une institution ouvrière, pour faire quelques recherches scientifiques? En Amérique, cela se voit tous les jours. Chez nous, on fonde un lit dans un hospice. La préoccupation du progrès intellectuel est si faible, que nul ne pense à faire un legs pour en favoriser l'essor. Récemment un de mes oncles a légué sa fortune, 1,300,000 francs, aux hospices de Bruges. Il a eu raison de pourvoir à un intérêt général; mais quel autre résultat il aurait obtenu s'il avait laissé ce revenu de 40,000 francs à l'Académie de dessin ou à un institut qui aurait répandu à Bruges le goût de l'art industriel, pour lequel la race flamande a tant de dispositions! Mais, hélas! on pense si

peu, chez nous, aux œuvres de l'esprit pendant la vie, que ce n'est pas en la quittant qu'on songe à la favoriser.

19 NOVEMBRE. — Je visite les écoles primaires avec un inspecteur, qui vient me prendre dans une gondole municipale, ornée du lion de Saint-Marc. Cela m'inspire un certain respect. Ici aussi, les écoles sont installées dans des palais, mais les locaux sont moins bien entretenus qu'à Vérone et à Padoue. L'instruction religieuse se donne tous les jours avant la classe par les maîtres et les maîtresses, sans intervention du clergé. D'après ce que je vois dans nos journaux, c'est le système que l'on proposera pour remplacer celui de la loi de 1842. C'est, en effet, le moyen qui apporterait le moins de changements à l'état actuel. L'inspection ecclésiastique serait supprimée et l'instituteur continuerait à donner l'instruction religieuse comme il le fait maintenant. Si le clergé accepte cette solution, comme il le fait en Italie, rien de mieux, et je comprends qu'on l'adopte, parce que moins on change, mieux cela vaut ; mais, si le clergé l'attaque de toutes ses forces, comme semble l'annoncer la pastorale collective des évêques, on sera placé sur un bien mauvais terrain pour se défendre ; car le pouvoir laïque se sera emparé de l'enseignement dogmatique, qui n'est pas de sa compétence, là où, comme en Belgique, il y a séparation de l'Église et de l'État. La nouvelle loi hollandaise de 1878 donne une solution plus rationnelle et plus logique. Elle porte : *Het geven van godsdienstig onderwijs blijft aan de godsdienstleeraren overgelaten*, « l'enseignement religieux est abandonné aux soins des ministres du culte ». Voilà, évidemment, la seule disposition conforme à l'esprit de notre Constitution.

Je visite aussi une école Frœbel parfaitement organisée, grâce à une dotation de M^{me} Hélène Raffalovitch-Comparetti, la femme de l'illustre professeur de Pise. La donataire a voulu que tout culte fût exclu de l'école, afin de ne pas éloigner les dissidents. On y fait la prière en termes généraux qui ne peuvent froisser ni les juifs, ni les protestants, ni les catholiques. C'est ce que l'on fait encore souvent dans les écoles hollandaises.

L'enseignement obligatoire commence aussi à s'appliquer sérieusement à Venise. On tient note des absences et on en avertit les parents. Seulement, la misère extrême est un grand obstacle. Pour le vaincre, des sociétés de bienfaisance se sont formées, qui distribuent des vêtements et des soupes aux enfants fréquentant l'école.

ÉMILE DE LAVELEYE.

